

CAPITALE DE LA CULTURE ARABE 2015

Le plan de Constantine
version Khalida Toumi

Irritée, semble-t-il, par «certains commentaires suspicieux» quant à la méthode de travail adoptée par la commission exécutive qu'elle préside et la capacité des pouvoirs publics à mener à bien le volumineux programme de réalisations retenu dans le cadre de la manifestations «Constantine capitale de la culture arabe», Khalida Toumi a profité, jeudi, de l'occasion des rencontres de concertation sur ce même thème pour expliciter sa méthodologie.

Les préparatifs de la manifestation «Constantine capitale de la culture arabe pour 2015» s'intensifient. Et à mesure que le temps passe, la pression se fait de plus en plus pesante et des «questions» sur la capacité des autorités et notamment des élus locaux à mener à terme ce volumineux programme de réalisations fusent de partout. A l'endroit de tout ce monde

de «suspicieux», Khalida Toumi a rétorqué par l'exemple des prouesses réalisées par l'Algérie à l'occasion d'«Alger capitale de la culture arabe» et «Tlemcen capitale de la culture islamique». «Allez voir ce que nous avons réalisé à Tlemcen. J'ai foi en l'Algérie, en les filles et les fils de Constantine et ses responsables. Il faut arrêter les suspicions» a indiqué la

ministre de la Culture, jeudi, lors d'une rencontre avec la presse en marge des rencontres de concertation consacrées à l'enrichissement des projets à caractère culturel.

«Le plan de Constantine»

Selon Khalida Toumi, la manifestation «Constantine capitale de la culture arabe», pour laquelle un volumineux programme de réalisations a été retenu, est, avant tout, «le plan de Constantine de l'Algérie indépendante». «Nous la voulons une occasion pour faire taire les voix qui doutent de notre identité et de l'unité indivisible de notre territoire. Une

occasion pour faire avorter tous les appels incitant à des révolutions tronquées. Nous leur répondrons par la plume, la photographie et les belles lettres», a souligné Khalida Toumi. Aussi, a-t-elle estimé, «il est du devoir de tout un chacun de participer à sa réussite (le plan, ndlr)».

S'agissant de la méthodologie de travail adoptée par son département, notamment pour ce qui est des activités à caractère culturel, la ministre a apporté quelques précisions à même, selon ses dires «de clarifier la démarche en ce sens».

Ainsi, «une commission de sélection et de labellisation des projets» se penchera sur le choix des projets que proposeront les artistes, les maisons d'édition et les écrivains. «J'ai proposé clairement qu'il ait une commission de sélection et de labellisation. Il faut s'entendre sur les critères de choix et un cahier des charges. Une fois d'accord, on va l'appliquer et on le respectera», dira la ministre de la Culture. Et d'expliquer cette motivation «l'Etat finance des projets. Il ne finance pas des personnes et on est là pour

s'entendre sur ce point.» En d'autres termes, les personnes porteuses de projets devraient faire partie d'une association ou d'une coopérative pour pouvoir bénéficier du financement du projet.

Concernant le montant alloué à la manifestation, la ministre n'a rien voulu dévoiler. «Un avant-projet a été soumis au Premier ministre qui l'a approuvé. La loi de finances complémentaire déterminera ce montant», a indiqué la ministre.

Farid Benzaid

KHENCHELA

Les
cambricoleurs
des écoles
arrêtés

Les services de police de la localité d'El Mahmel, 9 km à l'est du chef-lieu de la wilaya de Khenchela, ont mis hors d'état de nuire une bande de malfaiteurs constituée de 5 repris de justice. Ils sont derrière le vol «record» des établissements scolaires à travers la commune.

Ce coup de filet est venu après les plaintes déposées par plusieurs directeurs d'écoles victimes de cambriolages et de vols d'équipements informatiques. Les mis en cause sont âgés de 22 à 39 ans et sont tous des repris de justice.

Présentés devant le procureur général du tribunal de Chechar pour constitution de groupe de malfaiteurs, vols à main armée, les cinq individus ont été placés sous mandat de dépôt, en attendant leur jugement.

Benzaïm Abdelouahab

LA PRISON DU COUDIAT

Elle sera un musée de la Révolution

A en croire Nordine Bedoui, wali de Constantine qui s'exprimait jeudi en marge des rencontres de concertation portant enrichissement des projets culturels entrant dans le cadre de «Constantine, capitale de la culture arabe», la prison du Coudiat sera transformée en un musée de la Révolution et de l'Histoire.

«Un projet en ce sens a été soumis au ministère des Moudjahidine. La prison du Coudiat, un

repère de l'histoire de l'Algérie et un patrimoine de la ville, ne sera pas rasée. Elle sera transformée en un musée de la révolution», a annoncé le wali de Constantine.

Pour rappel, une grande controverse entre partisans et opposants de la démolition de cette prison a été observée à l'occasion de la présentation du tracé du tramway de Constantine en 2008.

F. B.

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Il est où l'or importé de Dubaï ?

C'est dans une ambiance délétère que des bijoutiers de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj se demandent où passe l'or importé de Dubaï en franchise d'impôt depuis 2005, date d'ouverture du marché de l'or qui a mis fin au monopole de l'État.

Les bijoutiers persistent et signent qu'ils n'ont pas vu un seul gramme d'or importé de Dubaï de 2005 à ce jour. Pourtant, les 49 opérateurs agréés par le ministère des Finances, notamment la Direction générale des Impôts (DGI), importent au minimum 250 kg par mois d'or produit fini (en bijoux) à raison de 40 969,37 le kg, l'équivalent

presque de 11 mois, soit en une année 3 000 kg d'un montant de presque 132 millions d'euros.

En 8 années d'activité, il y a eu sur le marché de l'or algérien 27 000 kg l'équivalent d'1 milliard, 320 millions d'euros, acheté au taux de change officiel car obéissant à la formalité de domiciliation de toute opération d'importation.

Tout cet or était normalement destiné à la revente aux 37 000 bijoutiers. Il paraît que cet or de 24 carats a été réexpédié à Dubaï par des passeurs, pour être revendu. Du coup, certains importateurs agréés, qui pratiquent cette opération délictuelle, réalisent

une marge bénéficiaire aussi bien sur l'or que sur la devise qui se chiffre en centaines de milliers d'euros pour chaque opération.

Cette combine de réexpédition de l'or, aussi parfaite soit-elle, ne peut se réaliser qu'avec la complicité de commis de l'État, et le trafic continue sans obstruction aucune, au rythme de 3 à 5 passages par semaine.

Cette immense fraude qui touche de plein fouet l'économie nationale ne semble pas, pour le moment, alarmer le ministère des Finances. Certains bijoutiers parlent de corruption transversale qui prospère depuis plus d'une décennie à tous les niveaux.

Layachi Salah Eddine

LETTRE OUVERTE À M. LE PREMIER MINISTRE
SOS D'UN CITOYEN

Excellence, c'est un simple citoyen et père de trois enfants qui vous adresse ce cri de détresse. Je suis victime des exactions d'une institution de l'Etat, ce qui me contraint à recourir à votre respectable autorité. Les faits : au prix d'énormes sacrifices, j'ai acheté un logement social appartenant à l'OPGI, attribué initialement à un haut responsable qui s'est désisté en ma faveur en attendant une régularisation.

Ayant occupé ce logement pendant plus de 10 ans, ce qui plaide en ma faveur, cette personne à mon insu a entamé une procédure de cession de ce bien immobilier qui lui a été accordée, et ce, faisant fi de la loi qui stipule que tout bénéficiaire restitue le logement s'il ne l'occupe pas durant les huit mois après attribution. La procédure d'achat n'a pas été respectée pour la simple raison qu'il n'y a pas eu vérification pour identifier le véritable occupant.

La justice a ordonné mon expulsion, faisant de moi et de ma famille des SDF, alors que je suis victime d'une arnaque et d'une injustice flagrante. Aussi, j'ose espérer que vos services puissent intervenir dans ce dossier dans un bref délai pour préserver la dignité de ma famille et la scolarisation de mes enfants.

Salutations citoyennes

Benmechernene Nourdine, cité 500 Bt N cage 3 n° 29, Mansourah, Tlemcen.